

Le Libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr	Un an... 112 fr
Six mois... 40 fr	Six mois... 56 fr
Trois mois... 20 fr	Trois mois... 28 fr
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

La Trinité laïque

Nous sommes ceux qui veulent réaliser, sous toutes les formes, ces trois grandes promesses qui sont la devise nationale de la République : Liberté — Egalité — Fraternité.
(Ed. Herriot).

Ces paroles ont été prononcées par M. Herriot, comme Président du Conseil, à l'occasion et au cours du petit Congrès que le Parti Radical vient de tenir à Paris.

D'une façon générale, je n'accorde aucune créance aux déclarations publiques que fait un ministre parce que je n'ai confiance en aucun de ces messieurs. Une étude objective du demi-siècle de démocratie que nous avons derrière nous m'a administré cent fois pour une, la preuve que plus les déclarations officielles d'un chef de gouvernement sont d'inspiration libérale, plus ses actes sont d'inspiration réactionnaire et tyrannique.

Je pourrais donc appliquer à M. Herriot la règle de méfiance que je me suis faite à l'égard de tous les ministres, quels qu'ils soient et si je ne serais pas difficile de prouver par des exemples nombreux que, depuis qu'il a pris le pouvoir, M. Herriot n'a que trop mérité cette méfiance.

Je pourrais tout aussi aisément opposer les actes de M. Herriot à ses déclarations et, par cette confrontation, faire éclater le contraste qui sépare ses actes de ses paroles.

Mais je me trouve, cette fois-ci, en présence d'une affirmation si catégorique et de sens tellement précis que je veux, en l'occurrence, croire à la parfaite sincérité de son auteur.

Voilà donc le Président du Conseil qui veut réaliser, sous toutes les formes, la devise républicaine : Liberté — Egalité — Fraternité !

Et j'admets qu'il le veuille sincèrement, fermement, inébranlablement.

M. Herriot a-t-il mesuré la portée d'un tel engagement ? A-t-il prévu, dans l'ensemble et dans le détail, les exceptionnelles mesures qu'implique nécessairement son exécution ? Sait-il exactement et complètement jusqu'où le mènera la réalisation, sous toutes les formes de cette triple promesse : Liberté — Egalité — Fraternité ?

J'en doute ! Plus exactement ; j'ai la certitude que M. Herriot a prononcé à la légère ces paroles qui, depuis que le Parti Républicain existe, ont flamboyé sur le programme politique de tous les démocrates, mais n'ont été prises au sérieux par aucun.

LIBERTE ?

Mais... Savez-vous, monsieur Herriot, qu'un peuple ne peut être libre qu'à la condition de ne subir l'autorité d'aucun gouvernement ? Vous rendez-vous compte que, politiquement, la Loi, la Police, la Gendarmerie, la Magistrature, le régime pénitentiaire, l'Armée sont d'insolents défilés à la liberté de tous et de chacun ?

Comprenez-vous que les possesseurs de la terre, des usines, des maisons, des produits de toute nature, règnent souverainement sur le marché du travail ? Comprenez-vous que tous les moyens de production et tous les instruments de travail étant la propriété de quelques-uns, tous ceux qui, pour vivre, sont dans la nécessité de mettre en œuvre ces instruments de travail et ces moyens de production, ne peuvent le faire que dans la mesure où ces quelques-uns auront besoin de leurs bras et aux conditions qu'il leur plaît d'imposer aux producteurs ?

Ne concevez-vous pas que le Salariat, n'est que la forme contemporaine de l'esclavage et que, sur le plan économique, le salarié ne peut pas plus être libre que ne peut l'être le gouverné sur le plan politique ?

Supprimez l'Etat et abolissez le régime capitaliste, monsieur Herriot, et vous aurez réalisé, sous la forme politique et économique, la première des trois grandes promesses qui sont la devise nationale de la République : la Liberté.

Sinon, renoncez à cette première promesse.

EGALITE ?

Mais... savez-vous monsieur Herriot, que gouvernants et gouvernés ne peuvent être égaux, puisque les uns édictent la Loi et que les autres doivent la subir, même si elle est inique ou stupide ? Vous rendez-vous compte que le justiciable ne peut être l'égal du magistrat ? Saisissez-vous toute la distance qui,

dans un milieu social autoritaire et par conséquent hiérarchique sépare celui qui est en bas de l'échelle et obéit, de celui qui est en haut et commande ?

Que faites-vous, monsieur, des inégalités économiques, de ces inégalités choquantes, monstrueuses, intolérables qui, du premier souffle au dernier soupir, escortent, jour par jour, l'indigent et le millionnaire, le patron et l'ouvrier, l'employeur et l'employé, le maître et le domestique ?

Si vous voulez sincèrement, fermement que l'Egalité, deuxième grande promesse de la devise nationale de la République ne soit pas, ne soit plus un odieux et révoltant mensonge, abolissez l'Etat qui divise les individus en gouvernants et en gouvernés, ceux-ci écrasés et ceux-là écrasants ; supprimez tout ce qui est hiérarchie ; abolissez aussi le Capitalisme qui édifie l'opulence des uns sur la misère des autres.

Sinon, dites adieu à votre deuxième promesse.

FRATERNITE ?

Est-il nécessaire, monsieur Herriot, que je me répète ? N'avez-vous pas, sans qu'il me faille insister, conscience, maintenant, que ne sont pas et ne peuvent pas être frères ceux qui regardent de haut la foule dont ils conduisent les destinées et ceux qui font partie de cette foule constamment brimée, pressurée, trahie, humiliée, asservie ? Ne concevez-vous pas la sanglante ironie de ce mot sublime : Fraternité, dans un monde où pullulent les soldats prêts au carnage, les flûtes entraînées à l'assomade, les juges, machines à condamner, et les innombrables rouages humains dont la fonction est de frapper, de faire souffrir et de tuer ?

Moi, frère de la brute galonnée, du flic, du juge, du gardien de prison ?... Ah ! jamais !

Le salarié peut-il considérer comme étant son frère l'employeur qui exige de lui un travail épuisant pour un salaire de famine ?

Le locataire peut-il se sentir le frère du propriétaire qui lui fait payer hors de prix un taudis sans air et les jette à la rue, lui, sa femme et ses enfants, au moindre retard de paiement ?

Le consommateur peut-il être le frère du répugnant marchand qui s'enrichit en lui vendant le plus cher possible une marchandise de médiocre qualité et de première nécessité ?

Sœur de cette oisive qui, en robes, bijoux et fourrures, porte sur elle une fortune, la pauvre femme qui, après avoir travaillé depuis l'âge de douze ans et porté des hardes, parvient, misérable, usée, flétrie, au seuil de la vieillesse ? Est-ce possible ?

Si vous voulez, M. Herriot, faire de la Fraternité une vivante réalité, supprimez l'Etat et son cortège de tortionnaires et d'assassins. Abolissez le capitalisme et les concurrences qu'il suscite et les haines qu'il engendre.

Sinon, abandonnez tout espoir de faire honneur à votre troisième promesse.

Voici ma conclusion : réaliser sous toutes les formes ces trois grandes promesses qui sont la devise nationale de la République : Liberté, Egalité, Fraternité, c'est chose impossible, tant que l'organisation sociale reposera sur le Capitalisme et l'Etat.

Les hommes ne deviendront libres, égaux et fraternels, que lorsque seront anéantis l'Etat et le Capitalisme.

De deux choses l'une : ou bien M. Herriot veut maintenir l'Etat et le Capitalisme ; et, dans ce cas, il faut, s'il est sincère, qu'il s'abstienne de parler de Liberté, d'Egalité et de Fraternité.

On bien, il est fermement résolu à « réaliser les trois grandes promesses » que contient la devise républicaine ; et, alors, il ne lui reste qu'à donner sa démission de ministre, à résilier son mandat de député et de maire de Lyon et à venir militer avec les anarchistes qui, seuls, combattent et veulent tuer à jamais le Capitalisme et l'Etat.

Si, comme l'affirment ses partisans, M. Herriot est un honnête homme, il plaquera sans tarder Pouvoir, Parlement et Mairie.

S'il ne le fait pas il n'est qu'un imposteur, ainsi que tous ses prédécesseurs et, pour se venger de la flétrissure que je lui inflige, il n'aura qu'à me faire coffrer au nom de la sacrosainte trinité laïque : Liberté, Egalité, Fraternité.

SEBASTIEN FAURE.

Oui... l'heure est grave

L'heure est grave écrivait dans le Libertaire de vendredi notre ami Mualdès. Oui, l'heure est grave, en effet, pour notre quotidien, arme indispensable pour le mouvement anarchiste de ce pays.

Si tous ceux qui se servent du Libertaire pour les besoins de leur propagande avaient fait seulement un tout petit effort pour lui, il serait aujourd'hui hors de danger.

Si les quarante et quelques groupes qui participèrent à notre dernier Congrès avaient pris un peu plus au sérieux les décisions acceptées librement d'un commun accord, le Libertaire ne serait pas aujourd'hui en péril.

Car il faut dire la vérité, même parmi les défenseurs du quotidien anarchiste, l'effort nécessaire n'a pas été fait.

Au Congrès, unanimement, les camarades de Paris et de province, décidèrent de conserver notre Libertaire, et de le faire vivre. Qu'a-t-on fait depuis ?

Je dis que si l'ensemble des anarchistes avait voulu s'organiser sérieusement comme certains groupes l'ont déjà fait, notre quotidien aurait la vie sauve, car le principe même de l'organisation lui aurait amené une aide financière, plus suivie et surtout plus méthodique.

Comme le dit si bien Mualdès, les ennemis du Libertaire sont nombreux et de différentes catégories. C'est malheureusement vrai.

Avant sa parution quotidienne, il avait déjà dans notre propre milieu « des adversaires nés ». Ces « braves types » lui avaient donné trois mois à vivre... six mois au plus. Puis les « défaitistes » ont fait leur apparition. Ceux-là même qui l'avaient aidé dans ses premiers pas. A leur tour, ils se « déguisaient » en croque-morts et s'apprêtaient à ses funérailles. Puis encore d'autres ennemis virent, des bourgeois ? non, des anarchistes...

Eh bien, compagnons, assez de ces petites chicanes, le fascisme est là... Sans quotidien, c'est la débâcle, unissons-nous ! faisons bloc ! et sauvons notre Libertaire.

Pierre LE MEILLOR.

Les crédits de mort

Partout cette Camarde, qu'on appelle la Guerre, demande ses crédits de mort.

Suivant le « Daily Mail », les crédits que le gouvernement demandera pour les armements britanniques se décomposent comme suit :

Aéronautique, 15.513.000 livres sterling ; marine, 60 millions de livres sterling ; armée, 44.500.000 livres sterling.

Les dépenses « civiles » ne seront pas de beaucoup inférieures à celles votées l'an dernier, qui s'élevaient à 289.874.727 livres sterling.

Dans ces conditions, ajoute le « Daily Mail », il ne sera pas aisé pour M. Churchill de réaliser son désir de diminuer l'« income tax ».

On le voit, en Angleterre comme en France, on ne cesse pas de faire l'alliance immonde entre la galette et le militarisme et, de ce mariage infâme, naîtront des produits de destruction pour anéantir les villes et massacrer les individus.

LE FAIT DU JOUR

Une nouvelle conférence

On parle très sérieusement d'une nouvelle conférence entre alliés à propos du rapport de la commission de contrôle du désarmement allemand. Il est également question d'une entrevue Herriot-Chamberlain.

La commission avait observé que le gouvernement essayait, par tous les moyens, d'entretenir un certain militarisme, contre la volonté de la majorité du peuple allemand.

Eh ! Cela n'a rien de surprenant. Pas besoin vraiment d'être membre d'une commission pour dire que le peuple allemand ne veut ni du militarisme ni de la guerre.

On peut en dire autant du peuple français, du peuple anglais, et de tous les peuples, sans exception aucune.

Les gouvernants vont, une fois de plus, se réunir en parloir et tout de bien ne peut sortir pour les nations.

On sait ce qui se passe dans la coulisse de la diplomatie plus ou moins secrète. On n'y fait guère que d'enregistrer officiellement ce qui a été conclu entre groupements de gros marchands ou de requins de la finance. On y fait la paix ou la guerre.

Les peuples n'en savent rien, et s'ils marchent, c'est manque de courage et de cohésion.

Herriot, ou Chamberlain ou les ministres allemands ou américains, c'est la même bande à mettre dans le même sac.

Conférences, entrevues, pour perpétuer la situation trouble et attiser les dangers de guerre !

Si seulement les peuples savaient s'entendre, ils auraient tôt fait de faire cesser nos bavardages ignobles, et de régler la « question » du désarmement !

UNE DEMARCHE DE LA LIGUE des DROITS de L'HOMME

Pour Karolyi Et pourquoi pas pour les autres ?

Des journaux anglais et américains ayant annoncé que le gouvernement des Etats-Unis était à la veille de prendre une mesure d'expulsion contre le comte Michel Karolyi, ancien président de la République hongroise et contre sa femme, la Ligue des Droits de l'Homme a fait une démarche auprès du gouvernement américain « espérant que l'Amérique ne refusera pas asile à ce grand proscrit ». La Ligue est intervenue de façon pressante auprès du président Coolidge pour que la mesure envisagée ne soit pas exécutée.

Nous nous dressons ici contre toutes les expulsions, quels que soient les individus qu'elles frappent. Et nous nous joignons volontiers à la protestation de la Ligue des Droits de l'Homme en faveur de Karolyi.

Mais, nous adressant à la Ligue, nous lui demandons :

« Pourquoi seulement pour Karolyi et pourquoi pas pour les malheureux travailleurs italiens qu'on ne cesse de persécuter au pays des dollars ? Pourquoi ne vous dressiez-vous pas également face au gouvernement du Bloc des Gauches pour protester contre les expulsions d'ouvriers anarchistes et communistes ?

« Y a-t-il donc chez vous deux poids et deux mesures ?

« Alors, votre ligne n'est pas la Ligue des Droits de l'Homme, mais la Ligue des Droits du Politicien ? Elle ne soutient donc que les personnalités célèbres ? Elle se désintéresse du sort des obscurs ? »

La réponse est à la Ligue.

Comité d'Initiative de l'U.A.

Réunion lundi à 20 h. 30

9, RUE LOUIS-BLANC

Le Conseil d'administration du « Libertaire », vu le manque d'empressement des camarades à souscrire pour la vie du quotidien et la situation financière, propose au C. I. de l'U. A. la disparition immédiate du « Libertaire » quotidien et le retour à l'hebdomadaire.

La paille et la poutre

Depuis quelque temps déjà, la « presse honnête » comme l'appelle Ernest Judet (et si s'y connaît) aboie chaque jour davantage après les soi-disant armements clandestins de l'Allemagne.

Cette comédie nous rappelle en tous points celle qui se joua quelque temps avant 1914, et dont les élèves studieux (voir presse honnête) allaient à ce moment apprendre leur leçon auprès du maître au sinistre sourire : Poincaré.

Aujourd'hui le maître a changé. Celui-là est plus hypocrite, plus faux que le premier, car sous le masque d'un pacifiste ardent et à l'ombre d'un temple de la paix, il prépare comme son prédécesseur le retour à des hécatombes qui dépasseront en horreur les dernières.

L'entente rétribuée à point, comme elle convient de l'être, existe nettement entre le journalisme de gauche à celui de l'extrême-droite, et si parfois le peuple se laisse prendre à quelques éclats de phrases d'un journaliste dénigrant un de ses confrères, ce n'est qu'un intermède qui fait œuvre de diversion, amenant la confusion nécessaire de cette opinion publique toujours à l'affût des faits divers.

Il est évident et en toute impartialité, nous aurions mauvaise grâce de vouloir nier que l'Allemagne ne respecte pas le trop fameux traité de Versailles ! Mais à qui la faute ?

Nous voudrions bien savoir de nos plus purs patriotes quelle conduite ils auraient eue s'ils étaient à la place de leurs sosies d'Allemagne ? Depuis six années que le sol de cette dernière subit l'humiliation de la botte ennemie, humiliation devenue haine de par la faule et la volonté de nos gouvernants. Car nous ne pouvons nier non plus les brimades, les ligandages, vexations et outrages de toutes sortes et de toutes natures qui furent commis par les troupes françaises à qui l'on fit jouer le rôle avilissant et deshonorable de gendarmes.

Pourquoi à la « tolérance » accordée par l'incroyable tigre de 100.000 hommes armés permis à l'Allemagne, met-on en parallèle une armée formidable outillée avec tous les moyens modernes, pour semer la mort avec raffinement et rapidité, quand l'on se dit être animé de véritables sentiments pacifistes ?

Pourquoi reprocher à l'Allemagne de cacher des munitions de toutes sortes, lorsque nos arsenaux fabriquent chaque jour de nouveaux engins de mort, des munitions de toute nature en quantité plus qu'anormale, laissant prévoir la préméditation d'une utilisation prochaine !

Pourquoi reprocher à l'Allemagne de faire de son armée actuelle un véritable cadre d'une armée cachée pouvant surgir en peu de temps, quand nous-mêmes nous possédons au grand jour, monopolisons et subventionnons des écoles comme Saint-Cyr, Polytechnique et autres, où l'on fabri-

Le coup de grisou de Sullivan fait 50 victimes

Les dernières nouvelles parvenues à Sullivan annoncent que les sauveteurs descendus dans la mine, munis de masques respiratoires, ont réussi à remonter huit cadavres. On croit maintenant que cinquante mineurs ont péri.

La catastrophe serait due à un éboulement consécutif à un coup de grisou. Les victimes sont ensevelies sous des tonnes de charbon et de débris.

Une foule de plus de quinze cents personnes, hommes, femmes et enfants, attend avec angoisse aux abords du puits pour reconnaître les morts.

Trop tard

L'ironie des réhabilitations de fusillés à quelque chose d'atroce.

Trop tard ! pourrait-on inscrire comme épigraphe à ce genre de nouvelles.

Sur requête de la garde des sceaux et du ministre de la guerre, la cour d'Amiens a ouvert une instruction sur la réhabilitation de deux habitants de l'Aisne fusillés durant la guerre.

Le premier, Nicolas Mertz, habitant Pierrepont-en-Laonnois, fut arrêté le 26 août 1914 comme suspect et emmené par un détachement français battant en retraite. Mertz connaissait des détails importants sur la situation des armées françaises, notamment sur l'emplacement du quartier général. L'ennemi étant signalé, le commandant du détachement fit accélérer la marche des Français. Mertz, prétextant la fatigue, refusa alors de les suivre davantage. Il fut passé par les armes. Le commandant rendit compte de l'incident et fut couvert par ses chefs.

Le second cas soumis à la cour est celui de l'instituteur Jules Copie, de Barenton-Bugny, arrêté le 2 septembre 1914, trouvé porteur de plans et notes intéressant l'armée française. Emmené par un détachement français qui fut attaqué le soir du 2 septembre, Jules Copie voulut fuir. Un gendarme et un artilleur le tuèrent. Ils comparurent devant le conseil de guerre d'Amiens depuis l'armistice et furent acquittés. La mère et la veuve de Copie touchent une pension de l'Etat.

Tout cela ne répare rien !

maines et pour l'amélioration de notre vie, et non sur les moyens de perfectionnement d'exterminer hommes, femmes et enfants.

Enseignez enfin à toute la jeunesse la beauté de la fraternité et la haine des tyrans ! Démontrez-lui les laideurs et les atrocités des guerres, l'esclavage des armées et le despotisme de leurs chefs !

Alors là, mais seulement là, le mot pacifiste aura droit d'être arboré !

Mais attendre de tels gestes de la part de gouvernants est un leurre.

Ils ne le peuvent et ne le veulent pas. Détruire l'armée serait pour eux une condamnation à mort, et la fraternité des peuples serait leur étrangement certain, leur disparition !

C'est donc à nous de bien comprendre le travail qui nous incombe, à nous qui devons sans cesse et sans repos lutter par tous les moyens contre cet esprit chauvin et moutonnier d'une grande partie de la masse.

En Allemagne, comme ici, il y a de nombreux camarades qui luttent pour la véritable paix. Nous en avons des preuves bien souvent.

Joignons nos efforts, et envers et contre tous, ceux qui veulent poursuivre leur honneur travail de haine perpétuelle pour mieux nous opprimer, soyons prêts, non plus en paroles, mais en fait, à leur prouver qu'il y aura toujours des hommes qui ne sont pas dupes de leur comédie grotesque, et qu'ils sont prêts dès maintenant à répondre à tout ordre de leur part de la façon la plus efficace, pour la défense de notre liberté, de notre vie.

M. THEUREAU.

Sadoul passera en Conseil de guerre au mois d'avril

Orléans, 21 février. — Le conseil de guerre d'Orléans avait ordonné le 12 janvier dernier un supplément d'information dans l'affaire du capitaine Jacques Sadoul.

Le supplément d'enquête est près d'être terminé. Le capitaine Jacques Sadoul, assisté de ses défenseurs, M^{rs} André Berthoin et M^{rs} Maurice Flach, a répondu aux questions du capitaine Guillin et apporté tous les éclaircissements demandés.

On croit que le procès pourra venir devant le conseil de guerre d'Orléans dans les premiers jours d'avril. L'affaire occupera trois ou quatre audiences.

Les diamants en balade

Sur le trottoir, dans la rue Lafayette, vous les avez vus, les diamantaires, divant avec animation et échangeant des pierres et des perles. Ce commerce en plein vent nécessite de vastes portefeuilles et des sachets, et de véritables fortunes passent, durant une seconde, sous les yeux du passant...

Ils vont partir dans quelques jours, ces marchands de frivolités coûteuses, pour aller à quelques pas, rue Cadet...

Ils empiètent la rue de bouhaha et de dialogues précipités, donnant l'impression d'une petite Bourse.

Comme leurs congénères de la place du Veau d'or, ils s'agitent et s'agitent encore, ainsi que des frelons, parce qu'un démon infâme les pique : le démon du lucre et de l'argent maudit !

S'il n'avait pas eu faim il n'aurait pas tenté de tuer !

L'autre après-midi, M. Bojokanski, 53 ans, marchand de meubles, 72, rue François-Miron, voyait entrer un client qui lui demanda à voir des chaises. Comme il les décrochait, le client le frappant par derrière à coups de pince-nez, le marchand réussit à l'immobiliser et appela au secours.

L'agresseur fut arrêté. Il se nomme Pierre Cadoret, né en 1895, à Nantes, employé, 33, rue des Francs-Bourgeois.

Il déclara qu'étant sans travail depuis deux jours, il avait voulu dévaliser le marchand pour se procurer de l'argent.

Si le malheureux avait eu de quoi vivre, si la société était mieux organisée, il ne serait pas devenu meurtrier.

Ne pourra-t-on plus s'habiller au Carreau ?

Ne vendra-t-on plus de « laissés pour compte » au Carreau du Temple ?

La question peut laisser froids les millionnaires qui ont les moyens de s'habiller chez Couture. Mais elle intéresse les malheureux travailleurs dont la semaine suffit à peine pour les frais de nourriture et de logement. Quand le complet est trop rapé, lorsque le pardessus tombe en morceaux, le Carreau du Temple offre quelques ressources.

Pour une centaine de francs, on peut s'y trouver de quoi ne pas offrir son derrière aux intempéries.

Eh bien ! voici que l'on parle de mettre à la porte de ce classique siège de leur négocié, les marchands de vêtements d'occasion.

On parle de mettre au Carreau du Temple, une exposition permanente de l'Artisanat Français.

Certes, on peut trouver bien des locaux disponibles, afin d'hospitaliser cette exposition, mais il faudrait pour cela léser les intérêts des gros industriels, au lieu de toucher à ceux des petits commerçants. Un gouvernement démocratique ne peut mieux faire que de choisir cette dernière solution.

Cependant, les marchands du Carreau se sont réunis au Syndicat. Ils ont déclaré : « Ceux qui seront lésés par notre expulsion du Temple, ce seront aussi nos acheteurs, petits employés, ouvriers. Ce seront aussi les 5 ou 6.000 ouvriers qui travaillent pour nous.

« Nous avons envoyé une protestation motivée à chaque conseiller municipal. Une autre au Préfet de la Seine. Et pour qu'elle ait plus de poids, nous demandons que la « taxe de place » soit portée à deux francs par marchand, venant au Carreau. Ceci rapporterait 800.000 francs par an à la Ville de Paris, au lieu des 400.000 actuels. »

Mais tous ces arguments ne touchent guère nos politiciens qui ne s'habillent plus au Carreau.

Otages à vie

EN RUSSIE LÉNINISTE

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires Emprisonnés en Russie avait, à la suite du rapport de John Turner sur la situation des prisonniers dans l'U.R.S.S., donné quelques notes explicatives sur certains points de ce rapport. Il serait important de s'arrêter sur un aspect spécial de cette question, et qui a reçu, ces jours-ci, une démonstration éclatante de ce qu'est le régime léniniste.

Les camarades en dehors de la Russie ne savent pas qu'en Russie soviétique sévit le système du *châtiment à perpétuité*. Aucun des révolutionnaires russes, — vous l'entendez bien : *aucun* —, n'a jamais pu, après avoir purgé sa peine, revenir à son foyer, à son travail. La règle générale, et qui n'admet pas d'exception, est que tout détenu politique, s'il sert un terme d'emprisonnement ou de camp de concentration, sera, à la conclusion de sa peine, exilé dans l'un ou l'autre des paradis terrestres que la Tcheka léniniste met à la disposition de ses victimes : s'il sert un terme d'exil, eh bien on le re-exile dans un trou encore plus éloigné que celui où il a purgé son terme du premier exil. Mais, je le répète, *en aucun cas*, le socialiste, l'anarchiste, l'ouvrier, le paysan, qui a eu le malheur de tomber sous les griffes du léninisme tchékiste, n'aura l'occasion de jamais revoir sa famille, son foyer, son coin !

La liste des camarades qui auraient déjà dû être libérés après avoir purgé une condamnation qu'ils se virent octroyer par une poignée de malfaiteurs léninistes qui siègent à la Tcheka, croît de jour en jour : *mais pas un seul n'a été libéré*.

C'était le cas de Baron, hier. Dans les annotations du Groupement de Défense au rapport de Turner, il est dit que Baron avait déclaré la grève de la faim comme protestation contre sa non-libération après avoir purgé sa peine. La nouvelle vient de nous parvenir que Baron a reçu une *prolongation de deux années* de sa première condamnation, et sera ensuite exilé à Novo-Nikolayevsk (Sibérie).

C'est le cas des otages socialistes-révolutionnaires, aujourd'hui. Deux d'entre eux, Artémieff et Eugénie Ratner, ont déjà été notifiés qu'ils seraient déportés à Naryn, en Sibérie, et que les autres, co-détenus subiront le même sort aussitôt leur peine purgée. Le Groupement de Défense avait raison de craindre que ces otages socialistes-révolutionnaires aient à payer cher pour avoir eu l'occasion de parler librement aux membres de la délégation anglaise.

Tel est le sort de *tous* les détenus politiques en Russie. Chaque détenu politique est un *otage à perpétuité* aux mains du léninisme.

Le bourreau de l'Espagne, le satrape Primo de Rivera, est devenu le digne émule de Lénine. Lui aussi a introduit le système des otages, après l'expérience si bien réussie dans le pays de la Tcheka. Lui aussi joue avec les vies des anarchistes et des communistes espagnols comme la Tcheka russe, si chère aux Maurin et Arlandis, joue avec les vies des anarchistes russes. Lui aussi tient en suspens la vie de Maurin, Arlandis et de tant d'autres, tout comme les tchékistes de Lénine — dont Maurin et Arlandis sont les complices volontaires — tiennent en suspens les vies de milliers de socialistes et anarchistes russes.

Est-ce qu'il ne serait pas temps à ce que la classe ouvrière française fasse entendre sa voix pour les victimes des maîtres de Maurin et d'Arlandis, comme elle l'a fait entendre pour Maurin et Arlandis eux-mêmes ?

Voyons, les gars du Bâtiment ! Vous vous êtes tous levés comme un seul homme pour protester contre le système inique d'otages introduit par Primo de Rivera et contre les persécutions de nos amis — *et de nos ennemis* — espagnols. Car vous ne devez pas savoir que Maurin, dans ses articles, écrivait textuellement ceci :

« Où finit la police et où commence l'anarchie ? Voilà qui est difficile à savoir. Il y a là une soudure. »

« Notre anarchiste déteste tout travail ordonné... Quand on n'en peut supporter davantage, on se dédie au vol ou on se convertit en mouchard. »

Vous avez bien fait, *malgré ces bassesses de Maurin*, de protester contre son arrestation.

Mais nos camarades russes, les Baron, les Rubintchik, les milliers d'autres ? Eux, ils n'ont jamais calomnié les anarchistes, ils sont restés fidèles à leurs principes ! Alors ? Serait-ce une raison pour ne pas protester tout aussi énergiquement et avec autant de force contre leur emprisonnement, contre leur martyrologie perpétuelle ?

Ne serait-ce pas temps à ce que nos camarades démontrent à Son Excellence l'ambassadeur de l'Union des Républiques Tchékistes, M. Krassine — et, ma foi, la rue de Grenelle n'est pas si loin — « qu'ils en ont marre » du bluff soviétique et qu'ils exigent, oui, oui, *exigent* à ce qu'on cesse les persécutions des « politiques » en Russie ?

Est-ce que le Bâtiment, l'U. F. S. A. l'U. A., le Comité de Défense Sociale, le Groupement de Défense, est-ce qu'ils ne pourraient donner à M. Krassine du fil à retordre ? Ou resteront-ils passifs à l'égard de nos camarades russes qui continuent à mourir de faim dans les geôles et exilés léninistes pour assouvir les caprices des Zinovieff, des Dzerzhinsky et des Maurin ?

A. SCHAPIRO.

L'escroquerie à l'appartement

Un individu avait promis à M. Henri Mavielle, 21 ans, chauffeur, un appartement d'un loyer de 480 francs, 19, rue des Trois-Frères, contre une commission de 1200 francs plus 600 francs pour frais de certaines démarches. Le chauffeur accepta, mais se livrant à une enquête, il apprit qu'aucun logement n'était vacant 19, rue des Trois-Frères. Il vint cependant au rendez-vous où le courtier fut arrêté au moment où on lui remettait l'argent.

Mais il y a d'autres escrocs dont les grands journaux se font les complices par leurs petites annonces. Agences qui font verser des arrhes et ne procurent jamais rien et qui contribuent à aggraver la crise du logement.

Politique et Magistrature (1)

par M^r Saverio MERLINO

Le nom de Saverio Merlino n'a pas besoin de spéciale présentation.

Chaque militant italien connaît cet orateur qui, dès sa jeunesse, voulut consacrer toute son œuvre en faveur des opprimés.

Chaque procès historique connu sa facile et profonde éloquence juridique.

Ce qui nous permet de le présenter ici aujourd'hui, c'est son livre que Pietro Gobelli, directeur de la *Révolution Libérale*, revue historique hebdomadaire de politique, a édité sous une magnifique présentation typographique.

Le livre de Merlino constitue un examen critique de la façon dont fut administrée la justice en Italie de 1860 à aujourd'hui, constituant ainsi un formidable réquisitoire contre la magistrature italienne asservie aux plus louches cliques politiques, aux plus bornes entreprises.

Plasco Ibanez, en 104 pages, a asséné un vigoureux coup de grâce à la vacillante monarchie espagnole en mettant à nu toutes ses hontes ; Saverio Merlino, en 106 pages de prose facile, accessible aux plus humbles, a dressé un abominable monument d'infamie à la magistrature italienne.

Et qui pouvait mieux que lui brosser sous des couleurs impressionnantes le tableau honteux de ses exploits ?

Ce n'est pas pour rien qu'il vit nostalgiquement depuis tant d'années au milieu des livres de la loi !

A l'occasion du délit Matteotti, la magistrature italienne tint à protester contre le Labor Party qui la rendait complice de l'assassinat, en rappelant son passé « indépendant de tout pouvoir législatif ».

Mensonge !

Le livre de Merlino contient des détails suffisants pour la faire rentrer dans son auge dégoûtante.

« Au procès de la Banca Romana, dit Merlino, on vit le questeur, le juge d'instruction, le procureur du roi se mettre au service du ministre de l'intérieur pour enlever des papiers saisis à Tolengo les plus importants documents qui concernaient les hommes politiques et les chefs de gouvernement qui avaient largement touché de la caisse de la Banca Romana. »

« Ces documents furent livrés à M. Giolitti qui put se former de précieuses archives. »

« Nous nous abstînâmes délibérément de parler des procès les plus récents jusqu'à la dernière faillite de la Banque d'Es. compte, parce que l'on court ici le risque de se trouver parmi des bandes concurrentes de gens d'affaires. »

Quelle fut l'attitude de la magistrature en face de la classe ouvrière ?

Merlino ne nous surprend pas quand il écrit : « Cette récente et grande proclamation de la cour de cassation mérite d'être enregistrée : « L'adhésion volontaire à une grève des chemins de fer ne semble pas résulter de spécifiques et singulières manifestations formelles de volonté ; la preuve de la coalition pouvant résulter en vertu de l'article 187 du Code pénal, du simple fait de la présence des agents de chemins de fer au syndicat qui donna l'ordre de grève. » (Jugement du 26 mai 1924, 2^e section pénale.)

Comme on le voit, la magistrature italienne n'a rien à envier pour ses façons de traiter les cheminots en grève à la magistrature de Millerand en 1920. Mais ce sont les water-closets de la magistrature italienne que Merlino nous découvre quand il écrit : « Comme tout le monde le sait, depuis la marche sur Rome jusqu'à ce jour, la justice a cessé de fonctionner, son cœur a cessé de battre, elle n'existe plus. Même avant octobre 1922, les fascistes avaient su la paralyser, en empêchant que l'on recherchât les coupables des innombrables crimes qui se commettaient avec l'absolue assurance de l'impunité et en intervenant dans les débats publics en faveur des rares fascistes poursuivis et contre leurs adversaires, grâce à de bruyantes démonstrations et à des menaces contre les jurés, avocats, témoins et les magistrats eux-mêmes. Ils allèrent jusqu'à tuer ou blesser des détenus, menottes aux poings, parmi les gendarmes. »

Merlino conclut en faisant le vœu pour que bientôt la justice italienne puisse se mettre au niveau de celle des autres États libres.

Nous regrettons que justement l'avocat Merlino arrive à de telles conclusions, après avoir pu constater pendant de nombreuses années au service des opprimés, ce qu'est en réalité l'administration de la justice, si ce n'est la plus abominable des injustices.

La politique reste encore l'art de gouverner les peuples avec la ruse et avec la violence, et la magistrature, malgré ses proclamations déclamatoires d'indépendance, ne peut être employée, si ce n'est pour l'exercice de cette violence divine ou démocratique, selon les pays.

Même dans les États libres, que Merlino l'avoue, la magistrature n'est pas indépendante.

En Amérique, il y a le cas Sacco et Vanzetti ; en France, le cas Bonomi, pour ne pas en citer d'autres.

Toutefois, malgré la conclusion que nous ne pouvons faire nôtre, la lecture du livre de Merlino est recommandable à tous ceux qui veulent jeter un coup d'œil dans les coulisses de la magistrature italienne et se livrer à sa critique destructrice avec une écrasante démonstration documentaire.

UNE ERREUR JUDICIAIRE (2)

C'est une magnifique brochure en langue française, de trente pages, en faveur de Mario Castagna, condamné par les assises de la Seine à sept ans de réclusion pour avoir défendu sa propre existence contre une bande de fascistes qui menaçaient de l'assailir.

Avec une préface de M^r Ernest Lafont et une photographie de Mario Castagna, cette brochure, dont la lecture et la diffusion sont recommandées, est bourrée d'exemples de violence fasciste.

Elle est due à la plume d'un de nos vieux camarades dont nous ne voulons pas violer la modestie d'un incognito dans lequel il a voulu fièrement se retrancher.

VIOLA.

(1) En vente à la Librairie Sociale, 1 vol., 5 francs. — (2) Un vol. 0 fr. 50.

Nos échos

Les limaces sur les fleurs.

Charles Baudelaire, dont les Fleurs du Mal sont vivantes comme au premier jour, n'en a pas encore fini avec les limaces de la morale bourgeoise.

Il pensait avoir gagné, devant les générations, le procès perdu au tribunal des Tartuffes, et voici qu'on s'en prend à nouveau à ses « pièces condamnées », alors que tant d'insanités courent impunément les rues...

Des poètes font appel. Ils demandent qu'on revise ce jugement.

Ils demandent la revision d'un procès honteux...

D'ailleurs, il importe assez peu que des juges se prononcent sur une œuvre dont la beauté les dépasse et dont le charme est souillé par l'ambiant infamie d'une salle d'audience.

Les Fleurs du Mal sont écloses dans les jardins du rêve. Qu'on les y laisse. Mais que l'on écrase les limaces qui essaient de les salir.

○○○

Au pays du songe.

Avoir un logis, un vrai, pour beaucoup de gens d'ici, c'est un songe, c'est un leurre !

Il paraît qu'il ne faut pas aller si loin. A Casablanca, 1.800 appartements sont actuellement vides. On a beaucoup construit là bas depuis 1918.

Pour passer du songe à la réalité, il faudrait autre chose que des nouvelles alléchantes... et lointaines.

Il faudrait résoudre la question terrible et brûlante des mercantis du meuble, des propriéteurs rapaces, de tous ceux qui vendent « un coin pour du sommeil » à des prix exorbitants.

Mais non. On regarde fumer la pipe d'Herriot et on admire les gestes napoléoniens de Joseph Caillaux.

○○○

Une invention.

Joseph Pinto, de Philadelphie, a inventé un nouveau récepteur-radio.

Cet instrument tient à la fois du phonographe, de la pendule et du récepteur de T. S. F. Il est capable, non seulement de recevoir les ondes, mais encore de les enregistrer, de telle sorte qu'après son audition, l'on peut réentendre un concert.

Il a fallu cinq mois d'efforts pour construire l'appareil, haut de 60 pouces, large de 18 et profond de 14.

Appareil de T. S. F., phonographe et pendule peuvent fonctionner séparément. Celle-ci peut servir de réveil, cependant que le phonographe annonce l'heure.

L'appareil complet fonctionne avec des piles sèches, et le phonographe est mis en mouvement par un moteur électrique.

C'est une invention intéressante.

○○○

Démagogie militariste.

Dans sa tribune du soldat et du marin, l'*Humanité*, sous le titre prometteur et alléchant : « Augmentez le prêt des soldats ! » fait de la basse démagogie militariste, alors qu'elle sait fort bien qu'un projet est déjà déposé et sera voté par le Bloc des gauches.

Alors, quand le vote sera acquis, après quelques discours grandiloquents de Cachan et Douot, nos bolchevistes gueuleteront sur tous les toits : « Vous voyez, c'est nous, les protecteurs des soldats ! »

Ces militaristes rouges seront toujours les mêmes farceurs.

On peut résumer leur politique en deux mots, deux mots qui la condamnent, parce qu'ils désignent deux choses nuisibles. « Parlementarisme et démagogie ! »

La Librairie sociale

9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

LIVRES NOUVEAUX

Manuel DEVALDES

CONTES D'UN REBELLE

Avec une préface de Han RYNER et un frontispice d'Edmond SIGRIST.

Le volume : 5 francs ; 5 fr. 50 franco

A. DELPECH

HISTOIRE POPULAIRE DES RELIGIONS

Un fort volume : 15 francs ; 16 francs franco

OCCASION :

Paul VIGNE-D'OCTON

L'AMOUR ET LA MORT

Roman

Le volume : 3 fr. 50 ; 4 francs franco

UN LIVRE A LIRE :

POUR SE PRESERVER DES MALADIES VENERIENNES

par le Dr GALTIER-BOISSIERE

Le volume : 2 fr. 50 ; 3 francs franco

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

— Les commandes de livres doivent être adressées au nom de René DEVRY, Chèque postal 619-33, Paris.

Qu'attendons-nous ?

Qu'attendons-nous en effet camarades pour faire un peu d'action ? L'on en a assez parlé jusqu'à présent sans résultat, pour passer un peu à la pratique ! Ce que j'entends par action, c'est la manifestation ; on a crié contre le P. C. qui allait mendier une autorisation de manifester au Préfet-Saint-Gervais, mais nous qu'avons-nous fait ? Nous camarades Cottin, Bouvet, Taulière, nous ont pourtant montré le chemin, allons-nous rester en arrière ? Antiparlementaire, je le suis autant que tout autre, mais nous avons quand même une tribune que tous les anars connaissent bien : c'est la rue ! Quant à moi, — c'est un point de vue personnel —, j'ai la conviction que dix meetings ne valent pas une petite manifestation. Cette action directe, c'est prouver que nous ne sommes pas des sectaires, c'est entretenir l'esprit révolutionnaire, c'est aussi prouver que nous voulons vivre libre dans un milieu libre.

Les sujets, hélas, ne manquent pas : fascisme, Sacco et Vanzetti, pain cher, etc., etc. A quand le signe que nous fera l'U.A. et la F.A. de venir un soir sur les grands boulevards ? A quand ?

Roger BRENNER.

Dans les Théâtres

NOUVEL AMBIGU

REPRISE DE

MARIE-GAZELLE

Pièce en trois actes de M. Nozière

Marie-Gazelle, actrice en renom, a recueilli et élevé dans tous les principes bourgeois la fille que son ancien amant, l'illustre Perrin, eut avec une maîtresse. Elle a sacrifié, pour réussir dans cette tâche, les satisfactions nombreuses que pouvaient lui procurer sa beauté et son talent. Aujourd'hui, elle est âgée, seule, n'ayant pour toute consolation, que l'affection qu'elle ressent pour sa filleule Sonia.

Un jeune auteur, André Laugeron, a écrit une pièce et l'a soumise à l'appréciation de Marie-Gazelle. Son rêve serait qu'elle en fut la principale interprète. Ces jeunes ne doutent de rien. Naturellement, de nombreuses retouches sont nécessaires. Marie-Gazelle donnera au jeune dramaturge les conseils de sa longue expérience. Une telle collaboration comporte évidemment des risques. André se sent pris d'un grand amour pour l'artiste célèbre. Je ne serais pas autrement étonné qu'il n'ait envisagé toutes les conséquences favorables pour lui d'une liaison aussi tapageuse. Ces jeunes bourgeois sont avant tout pratiques.

Au cours d'une démonstration amoureuse, il lui vole un baiser. Justement, à cet instant pathétique, la porte s'ouvre et Sonia apparaît. Sonia, la pensionnaire, qui, elle aussi, aime André. Ne sont-ils pas faits l'un pour l'autre ? Leur éducation n'est-elle pas en tous points semblable ? Marie-Gazelle a compris et, une fois de plus, elle se sacrifie. Elle agencera le mariage de sa filleule. Pour vaincre les résistances d'un gréluon indolent, elle lui annonce que Sonia est à la tête d'une fortune de trois millions de francs. Voilà qui est suffisant par ces temps de vie chère !...

Mais d'où vient cet argent ? De la mère de Sonia, la prostituée ?... Calmez vos alarmes, jeune bourgeois, cet argent a été « gagné » par un oncle qui a réussi un coup de Bourse qui aurait pu le mener loin... mais qui a réussi !... Cet argent ne vient pas de la prostitution, mais de l'escroquerie... Tout est donc pour le mieux !... Et Sonia s'entend avec son digne fiancé pour éviter à la maman scrupuleusement bourgeoise une rencontre avec une marmaine aussi compromettante.

Cela ne va pas sans susciter de bien tristes réflexions de la part de Marie-Gazelle, qui constate les effets sur sa pupille, de l'éducation qu'elle a tenté à lui donner, et qui aboutit à la plus noire ingratitude. *Polaire* est, comme son habitude, mais plus spécialement dans le rôle de Marie-Gazelle qui semble avoir été écrit pour elle, toute vibrante de tendresse, d'émotion, de regrets. Cette vie de cabotine qu'elle évoque si amèrement, n'est-elle pas la sienne, et celle de tant d'autres ?

Mlle D. Hébert, une pensionnaire pincée et agressive, laisse entrevoir la bourgeoisie féroce qu'elle deviendra. Mlle S. Aubry, une comédienne, bonne fille et toute à la joie de vivre ; Mlle Barsange, une souflette pleine de bon sens. M. Maurin, bien dans la peau du jeune auteur « scrupuleux », et M. Glénet, un journaliste exubérant, concourent avec beaucoup de talent à cet exposé des mœurs de ce temps.

Pierre MUALDES.

L'AGITATION ANARCHISTE

GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Les Camarades d'Argenteuil, Bezons, Carrières, Châtenay, Le Vésinet, Saint-Germain, etc., sont priés d'assister à :

Assemblée Générale

du Groupe qui aura lieu aujourd'hui 22 février, à 9 heures précises du matin, Salle de l'Antienne-Mairie, à Bezons.

De nombreuses réunions de propagande ont déjà eu lieu dans notre comité. Il faut que cette agitation continue. Pour cela, nous avons besoin du concours de tous.

Notre fête a rapporté, pour le *Libertaire*, 48

A travers le Monde

En peu de lignes...

ALLEMAGNE

VERS UNE RESTAURATION DE LA MONARCHIE EN BAVIERE

Berlin, 21 février. — On mande à la « Chicago Tribune » que les milieux informés ne seraient nullement étonnés si la Bavière venait à se proclamer un de ces jours en royaume avec, comme chef, le roi Rupprecht Ier (Kronprinz Rupprecht de Bavière).

On paraît certain, dans l'entourage du premier ministre de Bavière, M. Held, que si cet événement venait à se produire, Londres et Paris se contenteraient de prononcer quelques discours enflammés de protestation, mais que tout s'arrêterait là.

Les monarchistes bavarois considèrent les semaines qui vont suivre comme favorables à ce dessein. Il est possible qu'au cours de la semaine prochaine, M. Held qui doit se rendre à Berlin, s'entretienne avec le chancelier Luther de la réforme de la Constitution de Weimar, ce qui faciliterait l'accès au pouvoir des Wittelsbach. Reste la question de savoir si l'établissement d'une monarchie en Bavière ne provoquerait pas de l'émotion à Berlin. Le correspondant de la « Chicago Tribune » s'est entendu dire par « un des plus grands leaders de l'Allemagne », que dans ce cas, le gouvernement du Reich se contenterait d'envoyer une note de protestation, mais qu'il n'y avait pas à songer à une guerre civile.

ANGLETERRE

LES BIENFAITS DE LA GUERRE

L'Angleterre était un pays relativement libre avant la boucherie de 1914, comparativement aux autres puissances européennes. La guerre a changé tout cela, et voilà que l'Angleterre songe sérieusement à organiser son armée et à avoir recours au service obligatoire.

Le colonel Day a annoncé son intention de demander au gouvernement, au cours de la séance que tiendra lundi prochain la Chambre des Communes, si, étant donné les difficultés rencontrées pour recruter les effectifs de l'armée de réserve « il n'a pas l'intention d'examiner l'introduction d'une mesure qui rendrait, sous une forme quelconque le service militaire obligatoire, afin de couvrir le déficit de ces effectifs. »

Le colonel Day a ajouté que si le ministre de la guerre lui répondait par la négative, il demanderait alors la remise en vigueur de la loi portant création d'une milice nationale en Grande-Bretagne.

TEMPÊTE DE NEIGE SUR LA MANCHE

Une tempête de neige d'une violence extrême a sévi aujourd'hui sur la Manche, rendant la navigation très difficile et même dangereuse. La neige tombait si dru qu'on avait l'impression d'être au milieu d'un fort brouillard. Tous les navires durent ralentir leur marche et dans certains cas, faire des signaux de détresse.

AUTRICHE

LA QUESTION DU CHOMAGE

A la Commission parlementaire des Finances, le docteur Rosch a fait des déclarations sur la question du chômage, signalant qu'actuellement, le nombre des sans-travail s'élève à 220.000, dont 190.000 reçoivent les secours de la caisse des chômeurs. Le ministre a déclaré que l'Autriche allait au-devant d'une catastrophe si l'on ne parvenait pas à réduire le nombre des chômeurs. On pourra peut-être avoir prochainement 40 milliards liquidés pour les secours aux chômeurs. Le ministre a protesté contre l'affirmation suivant laquelle le grand nombre de sans-travail aurait pour cause la surimposition et les grosses charges sociales de l'Autriche, soit environ 40 pour cent.

En réalité, ce sont toutes les nations qui vont à une catastrophe dont doit profiter le prolétariat. C'est la rapacité du capitalisme qui entraîne la bourgeoisie à sa fin. L'avenir est au travailleur, si ce dernier, toutefois, sait profiter de la situation.

ETATS-UNIS

VERS LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

Le président Coolidge examine actuellement, à la lumière de rapports fournis par une commission d'experts, la possibilité de l'ouverture de négociations en vue d'une reconnaissance du gouvernement des Soviets par les Etats-Unis.

Durant ces derniers jours, M. Coolidge s'est entretenu avec de hautes personnalités favorables à la reconnaissance du gouvernement de Moscou, et notamment avec le sénateur Borah.

Le président, qui serait prêt à discuter cette question avec M. Kellogg dès son arrivée à Washington, aurait, toutefois, fait observer que la reconnaissance de la Russie des Soviets dépendra avant tout de l'attitude prise par les dirigeants de Moscou en ce qui concerne les engagements antérieurs de la Russie.

ESPAGNE

LA LOI MILITAIRE EN PREPARATION

Le Directoire a éclairci certains points de la nouvelle loi de recrutement qui paraîtra sous peu à l'officiel.

Tout Espagnol apte à porter les armes pourra être mobilisé pendant dix-huit ans; deux de service actif, quatre de réserve de l'active, six de territoriale, le reste dans la réserve de la territoriale.

Naturellement, il faut des hommes et pendant longtemps pour les faire tuer au Maroc.

ISLANDE

LES VICTIMES DE LA MER

Toutes les recherches entreprises pour retrouver les deux chalutiers, le « Leifur » et le « Field Marsfal Roberts », disparus au cours de la tempête de la semaine dernière, sur les côtes d'Islande, sont demeurées vaines. On croit que les deux chalutiers ont été perdus corps et biens. Ils avaient à bord 67 pêcheurs.

GRÈCE

NOUVELLES COMPLICATIONS ENTRE LA GRECE ET LA TURQUIE

De nouvelles complications viennent de surgir entre la Grèce et la Turquie, à propos de l'échange des populations.

Les journaux grecs annoncent que malgré la déclaration faite par le gouvernement turc, et d'après laquelle aucun autre prélat grec ne serait expulsé de Constantinople, le gouverneur de cette ville a adressé hier, à la sous-commission, pour l'échange des populations, une nouvelle lettre dans laquelle il insiste pour que des passeports soient immédiatement délivrés à six évêques et à dix-neuf fonctionnaires civils du patriarcat.

On annonce, en effet, que la presse turque publie une proclamation officielle fixant au 2 mars prochain la date finale à laquelle tous les grecs échangeables, y compris les archevêques et les prêtres doivent quitter le pays, faute de quoi, ils en seront expulsés par la force.

Les efforts de médiation de la part des autres puissances n'ont servi à rien.

L'arbitraire policier

Dans cette affaire des Polonais qu'on accuse de vols et d'assassinats, la police effectue des arrestations arbitraires de pauvres diables qui n'ont rien de commun avec ceux qui sont soupçonnés.

Ensuite, après leur avoir fait subir une détention pour établir leur identité, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont ni la conformation physique, ni les tatouages indiqués par leurs papiers.

Mais il n'en reste pas moins qu'ils causent à des travailleurs un dommage réel et qu'ils attentent ainsi à leur liberté.

L'arbitraire policier, dans la société actuelle, sévit avec une rare intensité et ne tient aucun compte des droits de l'individu à ne pas être inquiété sans raison.

La jalousie meurtrière

Sortant du Cirque d'Hiver au bras d'un ami, Mme Collin, 24 ans, habitant rue Notre-Dame-de-Nazareth, se trouva soudain en présence de son mari. Querelle. La femme sortit alors un revolver, et à deux reprises essaya de tirer sur son mari. Mais l'arme s'enraya. Arrêté d'abord, elle a été laissée en liberté provisoire, en raison des soins qu'elle doit donner à son bébé de dix-huit mois.

Cherbourg, 21 février. — Un incendie se déclare à bord du sous-marin « Pierre-Challe ». Il est maîtrisé après trois heures d'efforts.

Si seulement le feu pouvait dévorer tous les sous-marins du monde!

Une auto dans un ravin

Alais, 21 février. — Une auto est tombée dans un ravin à Saint-Hippolyte-du-Fort. M. Chabal, sa femme et deux amis sont grièvement blessés.

Le Feu

Valence, 21 février. — Un incendie détruit les entrepôts, les stocks, l'outillage, le mobilier et la maison de M. Fiére, marchand de Loix à Bourg-de-Péage. Dégâts considérables. Chômage.

En défendant sa mère

Metz, 21 février. — En voulant protéger sa mère qui se querelait avec son père, le fils Beker de Hombourg, est grièvement blessé par celui-ci de plusieurs coups de couteau à la gorge. Le père meurtrier est écroué.

Avec un sécateur

Perpignan, 21 février. — A Pia, près Perpignan, Balaud-Borrell Bonaventura, 65 ans, s'est suicidé en s'ouvrant la gorge avec des ciseaux à tailler la vigne.

Les catholiques s'agitent

Amiens, 21 février. — Les catholiques amiennois ont manifesté, au nombre de 1.200, contre la suppression de l'ambassade du Vatican. Il n'y a eu aucun incident.

Gondamnation à mort

Reims, 21 février. — L'Anglais Feneck, qui, à Romain, tua à coups de fusil les Italiens Legorati et Daverio, est condamné à mort.

Un adjoint assassiné

Limoges, 21 février. — On retire de la Vienne, près d'Eymoutiers, le cadavre de M. Jean Ratat, adjoint au maire de Beaumont. On croit à un assassinat.

Une maison de culture incendiée

Vesoul, 21 février. — Un violent incendie a détruit la maison de culture des époux Dubois, au Hameau du Mont-de-Beau, commune de Ternuay.

Les dégâts s'élèvent à 100.000 francs.

Un bébé étouffé par une noix

Lapalisse, 21 février. — Un bébé de 19 mois, Marthe Thevenoux, dont les parents sont cultivateurs à Avrilly, jouait avec une noix, lorsqu'elle l'avala.

Le malheureux bébé mourut étouffé.

Mystérieuse disparition d'un bûcheron

Moulins, 21 février. — Le bûcheron Michel Devaux, âgé de 48 ans, habitant Paray-le-Frésil, conduisit en voiture un cultivateur à son domicile. A la nuit tombante, le bûcheron prit le chemin de retour, suivant à pied son attelage, mais ce dernier rentra sans conducteur.

On se perd en conjectures sur cette mystérieuse disparition.

Une attaque nocturne

L'autre nuit, vers 2 heures, Mme Marie Jeanton, caissière d'un bar, place de l'Opéra fut attaquée à la porte de son domicile, 6, rue Grange-Batelière. Les deux agresseurs : Mario Gossia, 23 ans, garçon de café, sans domicile fixe, et René Eliane, 19 ans, également garçon de café, ont été arrêtés. Ils suivaient la caissière depuis trois semaines pour la dévaliser.

Prise dans la portière

Mlle Lucienne Pinoteaux, 19 ans, demeurant 26, impasse Boissy, à Ivry, en descendant d'un train, gare Saint-Michel, a eu la main droite broyée par une portière.

L'auto de la baronne allait trop vite

L'automobile de la baronne d'Astier de la Vigerie, 68, boulevard Maillot, à Neuilly-sur-Seine, a renversé, route Nationale, à

Juvisy, un enfant de dix ans, Raymond Benoit, dont l'état est alarmant.

Si l'auto avait été moins vite et la baronne moins pressée, le pauvre gosse n'aurait pas écopé.

Sous les roues

A la porte Molitor, un ouvrier âgé de 25 ans environ, voulant monter dans un tram en marche, a les deux jambes coupées.

— A Chalindrey (Haute-Marne), M. Joseph Fraca, 24 ans, glisse d'un wagon d'un train en marche et tombe sous les roues. Il meurt peu après.

— Mme Clémence Joseph, 40 ans, 32, rue Championnet, a été renversée, rue Turbigo, par un tram et blessée à la jambe gauche.

— Un taxi est entré en collision, boulevard Sébastopol, avec un tram de la ligne 29 A. M. Max Mazon, 15, avenue Reille, a été blessé à la tête.

Cambriolage

Des individus se sont introduits par effraction dans le bureau d'une fonderie, rue de Picpus, 57. Après avoir vidé le tiroir-caisse, ils se disposaient à fracturer un coffre-fort, lorsqu'ils furent dérangés par la concierge, qui s'était levée au bruit, et durent s'enfuir.

Enseveli dans le tombeau d'un autre

Occupé au volage d'un caveau funéraire, à Saint-Chéron, M. Louin, marbrier, fut enseveli par un éboulement. Il allait se dégager, quand la dalle d'une tombe voisine glissa et l'écrasa.

Repêchée par son fils

Au pont d'Austerlitz, Mme Elisa Granvillier, 44 ans, marinière à bord de la péniche « Coucou », est tombée à l'eau. Elle a été repêchée par son fils, Georges, âgé de 25 ans.

Les désespérés

A la suite de chagrins intimes, Mlle Olga Vasilvia, 25 ans, danseuse, 37, rue de Berne, s'est donnée la mort, rue Chaplat, en se tirant deux balles de revolver dans la tête.

— Incurable, M. Max Moriss, 25 ans, peintre, 141, route de Fontainebleau, à Gentilly, se tranche la gorge avec des ciseaux.

— Dans un bar, 74, rue du Château-d'Eau, M. Robert Fuch, 19 ans, demeurant 153, rue du Faubourg-Saint-Denis, s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête.

Mystérieuse disparition

On signale la disparition brusque et mystérieuse du major Osborne Wood, qui habite depuis quelque temps dans un grand hôtel de la place Vendôme.

M. Wood est le fils du gouverneur général des îles Philippines, qui faillit être élu président de la république des Etats-Unis, comme successeur de M. Harding.

Aide-de-camp de son père, le major Osborne Wood était devenu célèbre aux Etats-Unis par la fortune extraordinairement rapide qu'il avait faite durant son séjour aux Philippines en jouant par câblegramme à la Bourse de New-York.

Il avait ainsi gagné un million de dollars.

Il a quitté l'Amérique voici six jours sans prévenir personne.

Six Allemands déserteurs

Gex, 21 février. — La gendarmerie de Pougny a abrité la nuit dernière les Allemands Brommer, Muller, Wartat, Ulrich, Gontschent et Falkenstein, déserteurs de la légion étrangère espagnole au Maroc, venus à pied de Marseille.

Tous les six ont été relâchés dans la matinée pour regagner l'Allemagne.

Entre travailleurs

Un ouvrier espagnol travaillant à la Viscoze, près d'Albi, a tué hier soir, à coups de revolver, l'un de ses camarades.

Les causes du drame sont inconnues. Pourquoi les ouvriers se tuent-ils ? N'ont-ils pas un même ennemi : le Capital ?

LEURS DIVIDENDES

— Mme Louise Michel, 36 ans, 17, rue du Jour, employée à la T.C.R.P., a été renversée à la station Etienne-Marcel par un tramway Louvre-Vincennes et a eu les deux jambes sectionnées. Etat désespéré.

— Au barrage de la Mulatière, à Lyon, un bûcheron parti à la dérive. Les marionnettes Récher et Picard pris de peur se jettent à l'eau, mais, mauvais nageurs, se noient.

Chez les faiseurs de lois

La Chambre a repris, ce matin, la discussion des articles de la loi de finances. Varenne préside.

Une trentaine de faiseurs de lois sont présents.

La commission n'a pas encore statué sur l'article 5 concernant l'impôt sur les bénéfices agricoles qui lui a été renvoyé hier soir.

On aborde l'article 6, qui modifie les abattements à la base pour l'impôt cédulaire sur les traitements, salaires et rentes viagères.

Le texte de la commission remplace les abattements par un abattement unique fixé à 7.000 francs. Il maintient les dispositions du palier suivant lesquelles, pour le calcul de l'impôt, la fraction comprise entre le minimum et 8.000 francs est comptée pour moitié, mais il élève la limite à 9.000 francs.

Chaque contribuable bénéficie d'une augmentation d'abattement de 3.000 francs pour sa femme, de 3.000 francs pour enfants de moins de 18 ans, non salariés, et de 2.000 francs pour chacune des autres personnes à sa charge.

On entend Viollette, About, Renaud Jean et Bokanowski.

L'article 6 est adopté. Le septième est relatif aux déclarations à fournir par les employeurs.

Questionné par un député, Vincent Auriant précise qu'une société de secours mutuels elle-même devra faire connaître les honoraires payés à un médecin pour un sociétaire.

Jouli-Lambert demande la disjonction de ce texte. Elle est repoussée, et le texte adopté.

L'article 17 autorise le contrôleur à exiger des explications du contribuable.

Evain déclare que ce texte est dangereux. La séance est levée à midi.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

L'adjoint proteste

Une réunion anticléricale devait avoir lieu à Tours.

Mais une trogne armée, un ex-lieutenant-colonel, le nommé Lucas, adjoint au maire, s'en offusqua à tel point qu'il démissionna. Il ne voulait pas qu'on dise du mal des curés, sous l'égide de sa magistrature.

Ah ! si Castelnau était venu, il aurait sans doute voulu présider le « faiseur catholique »...

Mais voilà ! Il s'agissait des « prêtres hypocrites » et le tartuffe municipal se voila la face et déposa son écharpe.

Ce sabre, qui se remet au fourreau, n'impressionne pas beaucoup d'ailleurs, la population de Tours...

L'indésirable Riotor

Riotor, qui fut poète, devient, depuis qu'il est conseiller municipal, un indéniable politicien, un affreux politicien.

Ecoutez ce qu'il vomit :

« Mon quartier, est sans doute, le plus Paris, celui où les étrangers sont le plus nombreux. Au dernier recensement, sur 40.000 habitants, on en a compté 6.300. Leur nombre, actuellement doit être d'environ 10.000. Beaucoup travaillent et sont honnêtes. Ce n'est pourtant pas le cas de tous. « Toute une racaille vit là, entassée dans des chambres d'hôtels et des arrière-boutiques. »

« La police, fait de temps en temps une petite rafle. Il s'ensuit, chaque fois, trente à quarante expulsions ou arrestations. »

« Cela ne suffit pas. « Je voudrais que la préfecture de police fasse exercer de constantes vérifications d'identité. Tous les étrangers qui ne sont pas en règle, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas fait de déclaration de résidence et qui n'ont pas de carte de séjour, doivent être expulsés. »

« Je demande aussi, que soit organisée une police occulte ; qu'une vingtaine d'« indicateurs » soient choisis dans ces milieux interlopes. »

« Il faudrait, d'autre part, à mon sens, augmenter le prix de la carte de séjour ; instituer une taxe quotidienne de séjour ; mais c'est là une question qui dépasse le cadre du quartier et le sens de mon intervention actuelle. »

« Goutez-moi cette « vingtaine d'indicateurs » ? Pour un poète, c'est plus qu'une infamie, c'est une ordure ! »

(A suivre.)

La révolution russe et le parti communiste

par Alexandre BERKMANN

Tels sont les sacrifices humains apportés au Moloch bolcheviste, à ce mensonge énorme qui grandit et se répand encore dans le monde entier en l'enlissant dans son réseau de ruines, de faussetés et de trahisons. Ce n'est pas seulement la liberté et la vie individuelle des citoyens qui sont sacrifiées à cette idole, ni même la vie du pays ; c'est l'idéal du socialisme et le destin de la Révolution qui sont détruits.

Il y a longtemps déjà, Bakounine écrivait : « Tout le pouvoir du tsar est bâti sur un mensonge, un mensonge intérieur et un mensonge extérieur, une formidable organisation mensongère qui n'a pas de précédent dans l'histoire humaine. »

A présent ce système existe. C'est le système de l'Etat communiste. Le prolétariat révolutionnaire du Monde doit ouvrir les yeux sur la situation réelle de la Russie. Il doit comprendre à quel abîme le parti bolcheviste, par son aveugle et sanglant dictature, a conduit la Russie et la révolution russe. Que le prolétariat mondial entende la voix des véritables révolutionnaires, la voix de ceux dont l'objet n'est pas la prise du pouvoir politique, mais le succès de la Révolution sociale, et pour qui la Révolution est synonyme de dignité humaine, de liberté et de génération humaine. Puisse le prolétariat d'Europe et d'Amérique, lorsque sonnera l'heure de la Révolution, choisir une route différente à celle suivie par les bolchevistes. La route du

bolchevisme conduit à la formation d'un régime social où subsistent les antagonismes de classe ; elle conduit au capitalisme d'Etat, que seul le fanatisme peut considérer comme un stage transitoire qui s'orienterait vers une société libre où toutes les différences sociales seraient abolies.

Le communisme d'Etat, le gouvernement des Soviets, n'est pas et ne peut devenir l'arbre de la liberté et l'antiautoritaire société communiste, parce que l'essence et la nature du gouvernement communiste est à l'opposé d'une telle évolution. Sa politique et son économie centraliste, son organisme gouvernemental et sa bureaucratie qui s'exerce dans toutes les sphères de l'activité humaine, son inévitable militarisation et dégradation de l'esprit humain, détruit mécaniquement tous les germes d'une vie nouvelle et étouffe toute stimulation créatrice et tout travail constructif.

C'est la dictature du Parti Communiste elle-même qui fut le plus grand obstacle au développement et à l'approfondissement de la Révolution.

La lutte historique des classes laborieuses pour la liberté se développe nécessairement et inévitablement en dehors des sphères et des influences gouvernementales. La lutte contre l'oppression (politique, économique et sociale) contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ou de l'individu par le gouvernement, est toujours simultanément une lutte contre le gouvernement.

L'Etat politique, quelle que soit sa forme et la structure révolutionnaire, ne sont pas conciliables. Elles s'excluent mutuellement. Chaque révolution, au cours de son développement, se trouve en face de cette alternative : ou bâtir librement, indépendamment du gouvernement, ou choisir le gouvernement avec toutes les limitations et les stagnations qu'il comporte.

La voix de la Révolution sociale organisée par les masses conscientes conduit inévitablement au non gouvernement : cela est l'Anarchie. Ni l'Etat, ni le gouvernement, mais la reconstruction systématique et coordonnée par les travailleurs, est indispensable pour rebâtir une société nouvelle et libre. Ni l'Etat et ses méthodes policières, mais la coopération solidaire de tous les éléments travailleurs — le prolétariat, la paysannerie, l'intelligence révolutionnaire, s'aidant mutuellement dans des associations volontaires, nous libérera de toute superstition étatique et trayera le passage entre la vieille civilisation et le communisme libre. Ce n'est pas par l'ordre de quelque autorité centrale, mais par l'organisation de la vie elle-même que doit former la fédération et l'unité industrielle et agrarienne ; c'est par le travailleur lui-même que doit être organisé et dirigé le travail, et alors seulement la régénération sociale trouvera une base ferme et solide. Seule une organisation libre des biens publics fera place à une humanité vraiment libre et sera le seul du communisme antiautoritaire — l'Anarchie.

Ce n'est que par ce moyen que tous les restes de notre vieille civilisation peuvent être complètement effacés, et le cœur et l'esprit humains débarrassés des divers poisons d'ignorance et de préjugés...

Le monde révolutionnaire doit avoir le droit d'entendre la voix anarchiste qui s'élève comme jadis de la profondeur des prisons.

Le prolétariat du monde comprendra la

grande tragédie du prolétariat russe ; l'impouvantable tragédie des ouvriers et des paysans qui ont tout apporté à la Révolution et qui sont aujourd'hui entre les griffes d'un Etat qui paralyse tous leurs efforts. Avant qu'il soit trop tard, le prolétariat doit desserrer l'étau qui l'étrangle.

Sinon, la Russie soviétique, hier le foyer de la Révolution sociale, deviendra l'asile de la réaction la plus obscure.

Moscou, juin 1921.

A. BERKMANN.

P. S. — Diverses circonstances ont retardé la parution en français de cette série d'articles. Bien que la situation que nous avons présentée date de plus de deux ans, ces articles ont une utilité aussi grande aujourd'hui qu'hier.

Le Bolchevisme traverse une période de militarisation communiste et poursuit sa « N. E. P. » — la nouvelle politique économique introduite par Lénine en 1921 — La N. E. P. est festée en puissance depuis cette date, malgré les variations de son application, parfois hésitante et parfois intensive. La « Nep » n'est rien d'autre que l'introduction du capitalisme, capitalisme d'Etat et capitalisme privé, impliquant les concessions aux capitalistes étrangers, l'affermage de l'industrie à des individualités en un mot, un nouveau capitalisme mitigé de monopole d'Etat et d'affaires privées.

A part quelques changements plus apparents que réels, promis par certaines délégations ouvrières et des naïfs visiteurs habitués avec la situation du pays, les conditions à l'heure actuelle sont les mêmes en Russie que celle que je décris dans mon ouvrage.

Apparemment, la vie dans certaines grandes villes, telles Pétrograd et Moscou, s'est améliorée. Les larges voies ont une activité plus régulière, la vie est plus normale comparativement à la désorganisation et au chaos de 1920 et de 1921.

Mais la vie réelle, quotidienne du peuple

n'est pas conditionnée à ces changements superficiels et ne symbolise pas la qualité du régime bolcheviste.

Pour comprendre la vérité d'un pays, on doit regarder en son cœur, pénétrer les canaux de son existence et observer sa politique, son économie et sa vie intellectuelle.

La politique bolcheviste reste ce qu'elle était les dernières années. En fait, l'esprit despotique du gouvernement s'est intensifié, est devenu une habitude, ainsi que cela s'est produit sous le régime tsariste. La dictature est plus systématique et plus organisée, bien que moins nécessaire et moins justifiée qu'elle ne l'était durant les années 1

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les fossoyeurs du Syndicalisme à l'œuvre

A plusieurs reprises j'ai signalé, de même que mes amis, les agissements du Parti Communiste et les manœuvres employées pour s'emparer et diriger en autorité nos organisations, tout y a passé. Inutile de dire que tous les moyens sont bons pour arriver au but; l'anéantissement en cas d'insuccès est devenu chez eux un principe. Ils appliquent d'ailleurs les principes indiqués par Trotsky : tout ce que nous ne pourrions pas prendre il faut le détruire. Nous nous en sommes aperçus, tout à tour l'Orphelinat d'Épône, la Famille Nouvelle, les syndicats, les coopératives, ont eu à supporter leur façon délicate, oh ! combien, d'agir.

Seule, la Maison des Syndicats avait échappé à la catastrophe — je parle de la Maison des Syndicats, et non de l'Union des Syndicats, car tout le monde se rappelle encore l'affaire Arnold.

Plusieurs tentatives furent cependant faites, tentatives ayant pour but d'hypothéquer la Maison commune des syndicats, et ceci à l'insu des dirigeants, Prévenus à temps, nous avons pu réagir et empêcher la catastrophe, nous avons pu également empêcher que l'imprimerie de l'Union de Paris ne soit livrée à la débauche et à l'humiliation; nous pensions qu'enfin les différentes leçons auraient été portées. C'était mal connaître Raynaud, l'homme qui tire les ficelles et qui depuis longtemps tire aussi des combines pour arriver à ses fins.

Aujourd'hui, une nouvelle tentative plus grave que les précédentes est en voie d'accomplissement; il ne s'agit simplement, nos camarades du Conseil d'Administration étant à bout de mandat, de faire élire des camarades du coin et, ceci fait, rassembler les actionnaires et faire prendre une décision par eux-ci, par laquelle l'Union des Syndicats aurait, par un bon bail de trois, six ou neuf ans, la jouissance et l'administration de la Maison des Syndicats.

Ainsi les corporations qui y sont adhérentes et qui sont de celles, bien avant que Raynaud soit seulement syndiqué et connaisse l'A B C syndical, qui firent le plus d'efforts et versèrent le plus de cotisations pour le paiement de ladite Maison, seront tout simplement déposés de leur bien et de leurs actions. O Unité ! où vas-tu te nicher !...

Il y a aussi ce vieux Baptiste, concierge avenue Mathurin-Moreau, qui gène. Nous dirons, si la tentative continue, quels sont les moyens employés par Raynaud pour se débarrasser d'un adversaire de tendance, et là il ne pourra pas se réuser, car alors nous citerons des noms.

Dès aujourd'hui, je prie donc de toutes mes forces, et en toute sincérité, aussi bien aux communistes sincères qu'aux syndicalistes confédérés ou non, attention, au moment même où l'on fait campagne en faveur de l'Unité, au moment même où celle-ci est en marche, Raynaud choisit ce moment pour tenter de briser, morceler l'édifice commun, en privant de la jouissance des locaux, en excluant des fondateurs de ladite Maison, ceci parce que, prétend-il, seuls ceux qui sont actuellement la majorité doivent en avoir la direction, et seuls la jouissance.

Nous disons, nous, que la Maison est commune et que les syndicats doivent imposer leur volonté aux Raynaud et consorts. Ils doivent obliger celui-ci et son Conseil d'Administration à donner la jouissance des locaux à tous, C.G.T.U., C.G.T., ou autonomes.

En tout cas, nous avertissons ceux qui veulent tenter ce mauvais coup que nous sommes disposés à nous défendre et à clouer au pilori, en attendant une action plus virile, ceux qui veulent dépouiller de leur bien les ouvriers du Patrimoine de la Seine, de même que les syndicats autonomes.

A bon entendre salut, et à chacun ses responsabilités.

H. JOUVE.

Avertissement

Le Groupe d'Etudes syndicalistes du Papier-Cardon et la Minorité du Livre avaient convié tous les militants syndicalistes de leurs organisations respectives à une réunion qui a eu lieu jeudi soir à la Bourse du Travail.

Un assez grand nombre de camarades, ayant répondu à cet appel, ont eu à examiner minutieusement la situation qui était faite aux syndicalistes par le vote des nouveaux statuts de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

1° Ils tiennent à élever une énergique protestation contre le vote, par le Congrès de l'U.D.U., de l'article 35 de ces statuts. Ils rappellent que l'instauration du fonctionnarisme est la cause principale de la première division du mouvement syndical, et mettent en garde la classe ouvrière contre les individus, suffisamment cyniques, pour être aujourd'hui les protagonistes de l'instauration, à leur profit, d'une méthode qu'ils combattent hier avec virulence.

2° Cette déclaration de Raynaud, au nom du Bureau de l'U.D.U. : « Et puis il y a un fait nouveau : c'est l'existence d'un parti prolétarien qui défend la classe ouvrière sur tous les terrains de la lutte de classes. Il y aura peut-être un jour à ce que notre U.D. soit représentée, soit au Conseil municipal, soit à la Chambre des députés, par un camarade ayant un poste dans le bureau de l'U.D. » démontre suffisamment que nos majoritaires sont disposés, pour obéir aux ordres de leur parti, à sacrifier le Syndicalisme à leur basse besogne politicienne de l'action électorale. Ne voulant pas se rendre plus longtemps complices des détracteurs du syndicalisme, les militants syndicalistes du Livre et du Papier-Cardon déclarent qu'ils sauront s'opposer par tous les moyens aux méthodes électorales employées par les créateurs du Parti communiste à cet effet.

Néanmoins, étant donné que leurs cor-

porations sont en plein mouvement pour l'obtention d'une augmentation de salaires, et ne voulant pas nuire à ce mouvement, les camarades, réunis jeudi soir, n'ont pas cru devoir préciser davantage, pour l'instant, leurs intentions.

Cette réunion, nécessitée par les circonstances actuelles, a été suivie de nombreuses autres qui, nous en sommes certains, réuniront encore un plus grand nombre de camarades qui viendront y puiser réconfort et énergie.

Depuis plus de quinze ans n'avait pas eu lieu d'assemblée réunissant les travailleurs de ces diverses corporations. Cela est de bon augure pour l'avenir du mouvement syndical.

N. B. — Pour tous renseignements concernant la Minorité du Livre, écrire à Voiturin, 42, rue Nollet (17^e) ; le Groupe d'Etudes Syndicalistes du Papier-Cardon, à Pierre Raffin, à la Fraternelle, 55, rue Pixérécourt (20^e).

Grèves et Revendications

A Dunkerque. — Le Comité patronal n'a pas attendu que les dockers cessent le travail pour augmenter le salaire de 2 francs par jour ce qui porte le salaire journalier à 30 francs (au lieu de 28 francs). Sur d'autres points, il reste intransigent.

Les dockers feront bien de veiller.

A Limoges. — Une centaine d'ouvriers de la fabrique de chaussures Clin et Russe, ont abandonné le travail pour une augmentation de salaires.

Les ouvriers fileurs de la maison Villoutreix, Delahaye et Cie, ont quitté le travail pour le mêmes raisons.

A Paris. — Les ouvrières chocolatières d'une fabrique se sont mises en grève, elles demandent un salaire horaire de 1 fr. 25. C'est peu.

Les ouvriers d'une fabrique de machine à écrire et instruments de précision, de la rue des Pyrénées ont quitté leurs ateliers, pour protester contre une diminution de salaire.

Les patrons vont un peu fort ! Le pain augmente Messieurs !

CELLES QUI SE TERMINENT

A Mantes. — La grève des cent-quarante-six ouvriers chaudiéristes des usines d'engrais, qui durait depuis le 28 janvier est terminée. Les ouvriers ont obtenu 0 fr. 05 d'augmentation de l'heure au lieu de 0 fr. 25.

Les ouvriers grévistes n'oublieront pas le geste généreux des singes !

A Viré (Calvados) et à Gathemo (Manche). — La grève des granitiers est finie. Les salaires sont relevés de 15 pour cent.

A Vascœuil (Eure). — Les ouvriers de la scierie, la Blanelé, ont repris le travail après six jours de grève sans avoir obtenu satisfaction.

Une grève qui échoue, les travailleurs se ressaisissent !

A Gusset (Allier). — Une vingtaine d'ouvriers de la fabrique de boîtes à fromages, Armand et Viallet, qui avaient repris le travail en même temps que leurs camarades, l'ont abandonné de nouveau, jugeant insuffisante l'augmentation accordée, ils préfèrent recommencer la lutte.

Qu'attendent-ils pour mettre en boîte les patrons... cela ferait un drôle de fromage !

A l'étranger

CHINE

La grève des filatures de coton. — La grève de l'industrie du coton, à Shanghai, affecte trente mille huit cents ouvriers, appartenant pour la plupart aux filatures japonaises.

C'est un mouvement gigantesque qui dresse les ouvriers contre leurs exploitateurs. Que les ouvriers restent uni pour triompher du patronat.

ITALIE

Une grève d'ouvriers meuniers. Grève peu ordinaire sous le régime de Mussolini; le syndicat fasciste a prononcé la grève contre les minotiers !

Ça va mal sous le fascisme.

Les producteurs s'agitent. — De toutes les usines, les ouvriers protestent contre l'insuffisance des salaires, de nombreuses grèves éclatent partout.

C'est la lutte continue à travers le monde contre l'exploitation capitaliste. Ouvriers unissez-vous pour que nous puissions résister.

SUEDE

Les mesures du lock-out. — Les employeurs n'ont pas encore osé déclencher le lock-out général.

Le gouvernement se pose comme arbitre, mais nous sommes au courant de tout ce qu'il peut faire en faveur des ouvriers.

Si les efforts n'aboutissent pas, le lock-out commencera le 25 février pour la métallurgie, les scieries, les papiers et les pâtes à papier, et le 2 mars pour les textiles.

Des mauvaises journées s'annoncent pour tous les travailleurs.

La "Bataille Syndicaliste" a besoin de l'effort des copains

Dans le Papier-Cardon

Dans toutes les imprimeries employant du personnel ressortissant de notre organisation : brocheurs, traceuses, papeteries, relieurs, relieuses, cartonniers ou cartonniers, des délégués désignés par les intéressés devront se joindre à la délégation du Livre et présenter le lundi 23 février les mêmes revendications. Ils devront en toutes circonstances suivre la tactique et les décisions prises par le Comité intersyndical unitaire du Livre.

Dans les ateliers de reliure, brochure et papeterie, une délégation présentera à chaque patron une demande de réajustement des salaires, et réclamera l'application des minimums prévus aux tarifs syndicaux.

Le résultat des démarches et délégations sera transmis à la permanence.

Aucune mise-bas ne devra avoir lieu, et sans entente préalable avec le Comité central.

Dans les chemins de fer

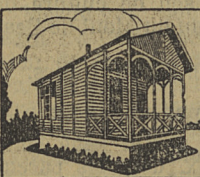
Depuis longtemps, hélas, et surtout depuis la perte des 8 heures, on entend à tout propos, soit en service, soit en réunions, cette redoutable sempiternelle : Ah ! les Cheminots seraient puissants s'ils avaient l'unité ! Camarades, réalisons l'unité à tout prix. Voyons de qui se moque-t-on en l'occurrence. Des cheminots ayant fait le mouvement de 1920, syndicalistes acharnés et ayant cartes à jour en poche, vous répondent, lorsque vous parlez des 8 heures : Ah ! oui, vous dites bien vous autres, anarchistes, d'imposer les 8 heures à nos dirigeants, mais c'est de l'acte individuel ça, puisque tout le monde ne veut pas marcher. Comment faire ! Bien triste réponse pour de purs syndicalistes et qui prouve bien que comme les moutons suiveurs, ils attendent eux aussi le messie sauveur biblique qui leur permettrait de ne faire que le moindre effort, mais, hélas ! l'attente est longue et pendant ce temps là, on s'appuie toujours les petites journées de 9/8, total 12 heures présence.

C'est là l'exemple donné par ces pseudo syndicalistes qui ont le culot de vous reprocher votre évasion du syndicat parce que dégoûté, mais voyons donc, précheurs en eau trouble, vous rappelez-vous quelquefois 1920, et de temps à autre vous arrive-t-il de faire examen de conscience ? Si oui, vous devez être fixé sur votre courage et votre lâchage des 8 heures que j'attribue simplement à votre lâcheté, corroborant à merveille le départ pour la Rhur, vient se poser en confirmateur, et vous vous étonner que nous ne vous aidions pas à réaliser l'unité ! Vous n'aviez jamais eu meilleure occasion, lorsque Le Trocquer vous a lancé le défi, vous avez préféré voir roter devant vos yeux la casquette galonnée et l'appât du gain... Eh bien ! vous êtes fixé maintenant et dites-vous que si vous eussiez été aussi courageux que les copains, Argenteuil, Mantes et quelques autres décidés, vous ne seriez pas à vous demander aujourd'hui si on va vous les rendre vos 8 heures, chose qui, si elle se réalise, ne sera pas positivement votre œuvre, mais bien plutôt de ceux de qui vous douiez peut-être.

Oh ! Unité, que ne fait-on pas en ton nom.

Le Cheminot fédéraliste.

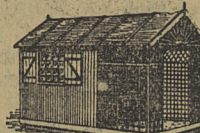
LA MAISON QUI DURE



2, 3, 4 et 5 pièces
Doubles Parois
:: Couverture ::
:: en tuiles ::

GARANTIE CONTRE TOUTS VICES
DE CONSTRUCTION

15 MOIS DE CREDIT



Les plus jolies
MAISONNETTES
DE JARDIN ..
depuis 695 francs

LA SOCIÉTÉ
VIVIEN & CARPENTIER
46, rue Boursault, 46 - PARIS
Catalogue N° 3, gratuit aux camarades se recommandant du LIBERTAIRE

DANS LES P. T. T.

PRÉCISION

Dans le compte rendu du Conseil national de la F.P.U., au sujet de la désignation de Gourdeaux comme secrétaire général permanent, l'« Humanité » relate ainsi mon intervention :

« Fronty se réjouit du point de vue syndical de la candidature de Gourdeaux ; toutefois il regrette qu'un communiste soit à la tête de la Fédération. Cependant convaincu que Gourdeaux fera d'excellent travail syndical, il prend l'engagement de lui apporter tout son concours au sein de la C. E. »

Me suis-je donc tellement réjoui ? Une précision s'impose. L'ordre du jour appelait la réorganisation du bureau fédéral. Baron et les autres membres du bureau en fonction ayant décliné l'offre qui leur était faite de prendre le secrétariat, Gourdeaux fut pressenti par ses amis communistes. Prenant la parole, Gourdeaux déclara entre autres choses qu'il serait toujours l'adversaire résolu de la minorité syndicaliste. Cependant il accepterait la collaboration de ceux qui, sincèrement, voudraient travailler à la prospérité de la Fédération. Puis il termina en demandant aux délégués de province de dire si sa présence à la tête de la F.P.U. ne gênerait pas le développement de celle-ci.

Plusieurs délégués intervinrent alors en sens divers. Certains, comme Peyrottes, s'en remirent à la probité de Gourdeaux. D'autres, comme les délégués de la région de Marseille, déclaraient qu'ils s'abstiendraient dans le vote. Communistes, ils ne voyaient personnellement aucun inconvénient à la désignation de Gourdeaux, mais ils confessaient leur crainte que la personnalité de l'ancien secrétaire des Commissions syndicales apparût comme trop symbolique de la main-mise du parti sur notre organisation syndicale.

J'intervins à mon tour et je reconnus volontiers que Gourdeaux possédait toutes les qualités requises pour gérer la Fédération. Je lui répondis, en outre, que s'il était l'adversaire résolu de la minorité, nous étions en revanche, nous syndicalistes, les adversaires irréductibles de la majorité communiste, et j'ajoutai que tout autre communiste, ne nous eût point paru moins dangereux.

E. FRONTY.

Dans la Banque et Bourse

Les employés de la banque et bourse s'agitent dans toute la France.

Dans toutes les villes, des meetings corporatifs ont lieu où les dirigeants syndicaux exposent les Lases des revendications générales du personnel employé.

A Paris, il s'est tenu hier après-midi une grande réunion à la Bourse du Travail. La salle était archi-comble, et tous les protestataires étaient unanimes pour revendiquer des meilleures conditions de vie.

Allons, ça va mal partout ; après les ouvriers des mines, du bâtiment, de la métallurgie, etc., les employés se mettent en branle !

Tous ceux qui sont sous la coupe des capitalistes se révoltent. Ça va mal, très mal !

BARAQUES
DÉMONTABLES
280^{fr.}
pour JARDINS
Chambres, Plages,
Garages, etc.
HILLAIREAU FRÈRES, S'OUEN
5, Rue Ernest-Renan, 5 - S'OUEN
Tél. 9-12-00

Prière aux camarades de vouloir bien se recommander du LIBERTAIRE lorsqu'ils écrivent aux maisons qui nous confient de la publicité.

Communiqués syndicaux

Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (13^e Région). — Grand meeting corporatif, salle Fromenteau, rue Horace-Vernet, au Vésinet (près le Marché), ce dimanche matin, à 9 h. 30.

Créateurs de langues française, italienne et polonaise.

Un appel pressant est fait à toutes les autres corporations.

Coiffeurs Autonomes de la Seine. — Tous les camarades disponibles doivent se rendre à la permanence, demain matin, de 9 heures à 9 heures et demie, 51, rue du Château-d'Eau, pour prendre le journal et entendre une communication. Présence indispensable à cette heure.

Même lieu, permanence le matin, de 9 heures à 11 heures (de permanence, Prémisses) ; l'après-midi, de 14 heures à 17 heures (de permanence, Guimard).

Métallurgistes Autonomes. — Permanence ce matin, de 9 heures à midi, au 122, boulevard de la Villette, par le camarade Snappe.

Papier-Cardon. — Permanence, de 9 heures à midi, Maison Commune, 111, rue du Château.

Jeunesse Syndicaliste du 20^e. — La Jeunesse organise, pour le mercredi 25 février, à 20 h. 30, 4, place Saint-Fargeau, une grande conférence-contraire sur : « Le Syndicalisme se suffit-il à lui-même ? », par les camarades Verdier et Peyroux.

Prière aux autres Jeunesses de ne rien organiser sur cette date.

Tous les camarades désignés mercredi doivent se trouver à 9 heures à la porte de Bagnelet.

DANS LE S. U. B.

SECTIONS LOCALES INTERCORPORATIVES. — Que tous les camarades soient présents, ce matin, à 9 heures, aux réunions locales suivantes :

13^e arrondissement : 163, boulevard de l'Hôpital ; délégué : Langlé.

10^e et 10^e arrondissements : Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau ; délégué : Michel.

18^e arrondissement : Salle Roudier, 135, rue Darnérou ; délégués : Boudoux et Hellebuyck. Ivry : Salle Forest, 50, rue de Seine ; délégué : Pommer.

SECTION LOCALE INTERCORPORATIVE DU 20^e ARRONDISSEMENT. — Tous les camarades de la C. E. ainsi que tous les militants du 20^e doivent assister à la réunion qui aura lieu mardi prochain, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 14.

MENUISERS. — Conseil, mardi à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 10.

SERRURERIE. — Conseil mardi à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 11.

CHARPENTIERS EN FER. — Conseil mardi, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 14.

PEINTRES. — Conseil mardi, à 18 heures, Bourse du Travail, 5^e étage, salle des Commissions.

PLOMBES-COUVREURS-POSEURS. — Conseil mardi à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13.

MONTEURS EN CHAUFFAGE. — Conseil mardi à 18 heures, Bourse du Travail, bureau 23.

CHARPENTIERS EN BOIS. — Conseil syndical mardi, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13.

Cours professionnels

MENUISERIE. — A 20 h. 30, salle Fernand-Pelloutier, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

MAÇONNERIE-PIERRE. — Conseil syndical mercredi, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13.

CIMENTIERS, MAÇONS D'ART. — Conseil syndical mercredi, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 14.

BRIQUETTES-FUMISTES INDUSTRIELS. — Conseil syndical à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 12.

PAVEURS ET AIDES. — Conseil mercredi, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 11.

PERMANENCE PRUD'HOMALE. — Mercredi, de 18 heures à 19 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 10. Camarade Tranchant, brasseur.

CHARPENTE EN BOIS. — A 20 heures, salle des Travaux, premier étage, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

LES CAMARADES LATASSE et Vergonjeanne sont priés de passer au bureau du S. U. B. ce dimanche matin, pour retirer les affiches pour la réunion de mercredi.

AVIS AUX MUSICIENS

Une très belle clarinette état de neuf est à vendre. S'adresser 9, rue Louis-Blanc, pour connaître les conditions.

La Vie de l'Union Anarchiste

Comité d'initiative de l'U. A.

Réunion demain 23, à 20 h. 30, rue Louis-Blanc, 9.

Paris et banlieue

Groupe du 17^e. — Demain lundi, à 20 heures et demie, au Café des Sports, 18, rue Brochant, causerie par le camarade Ripol, sur « Les Mœurs des Algériens ; leurs raisons et les parallèles avec les mœurs des Européens ».

Groupe Algérien. — Tous les camarades indigènes et européens algériens sont priés d'assister à la réunion du Groupe du 17^e, demain lundi, à 20 heures, Café des Sports, 18, rue Brochant (Nord-Sud « Brochant »).

Causerie sur « l'Algérie ».

Les camarades Adjou Larbi et Beumédine sont personnellement convoqués.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Réunion extraordinaire du Groupe, ce dimanche matin, à 10 heures, 80, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine. Que tous les camarades soient présents. Réorganisation du Groupe.

Province

Groupe d'Onnaing. — Réunion de tous les camarades demain dimanche, à 15 heures précises, chez le camarade Emile Michaux, route Nationale, Quarouble.

Groupe Anarchiste de Nîmes. Par Louis, rue Porte-d'Alais. — Le Groupe fait appel à tous les camarades libertaires. Les réunions du Groupe se tiennent tous les mardis, à 21 heures, au Bar Louis. Mardi prochain, causerie par un camarade.

Par ces temps de provocation insolente de la bande Castelnau-Daudet, les camarades du Groupe espèrent et comptent que pas un lecteur du « Libéraire » ne voudra manquer à nos réunions et amèneront avec eux leurs camarades sympathisants. N'oubliez pas, camarades, que l'union fait la force et que l'on ne sera jamais assez de protestataires en vue des prochaines provocations de leur part.

Groupe de Lille. — Tous les anarchistes de Lille et de la banlieue sont priés de faire la nécessaire autour d'eux pour la réussite du concert Charles-d'Aray, qui aura lieu le dimanche 1^{er} mars, à 15 h. 30, salle du Calvaire, 1, rue de l'Ar. Les camarades des groupes de Roubaix, Croix, Wattrelos et Seclin y seront fraternellement accueillis. Que tous réclament les cartes qui sont vendues 2 francs, et un franc pour les enfants, à Guillon, 13, rue des Fours, à Lambert.

Gustave Guillon recevra tout ce qui concerne le Groupe.

Groupe d'Education Sociale de Loches. — Ce dimanche soir, à 20 h. 30, salle Aubard (ancienne salle Boileau), conférence scientifique, publique et contradictoire, par Louis Rimbaud, conférencier de la Société Végétarienne de France.

Sujet traité : « Peut-on rejoindre ? ».

Cette conférence, déjà traitée à Paris puis à Tours, à l'Hôtel de Ville, par un correspondant fameux des théories célèbres de la greffe animale et de la greffe sanguine des docteurs Voronoff et Javorsky, promet d'être très intéressante.

Educateurs, moralistes, hygiénistes, médecins, mères de famille, militants d'humanité, de quel que étiquette qu'ils se réclament, y puiseront d'utiles indications.

La parole sera donnée au public.

S'adresser pour tous renseignements à Fernand Fortin, correspondant du Groupe d'Education Sociale à Loches.

Comité d'Action Libéraire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Communications diverses

Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro : « Crimée »). — Ceux qui pensent que, dès maintenant, il est nécessaire d'apporter dans leurs relations et leurs occupations le souci de ne nuire ni à leurs camarades, ni à eux-mêmes, sont priés de prendre part aux débats qui auront lieu ce jour, à 14 heures, au Foyer Y prendront la parole : Grégoire, Grandjean, Mesclon, Julia Bertrand, Marnescasse, Nessi, Borys.

Bonquet espérantiste à midi, au cours duquel une causerie sera faite par Guma.

Club des Réfractaires, 38, rue Elie-Gintroc, Bordeaux. — Mardi, à 21 heures, causerie sur « Compagnes et Compagnons de la Camaraderie anarchiste », par A. Lapeyre.

La Phalange Artistique, tout en donnant une série de représentations de la pièce « le Héros et le Soldat », de B. Shaw, prépare, pour le 4 avril, un spectacle contre la guerre (causerie, poèmes, satire en un acte). Elle fait appel à tous les jeunes désireux de participer à son œuvre d'éducation par le théâtre. Réunion tous les mardis, à 21 heures, 94, boulevard Auguste-Blanqui (métro « Glacière »).